

## 2 Politique

## Cession de la part d'héritage du chef de l'Etat

## La procédure est déjà lancée

Jonas OSSOMBEY

Libreville/Gabon

**Le porte-parole de la présidence de la République, Alain-Claude Bilie-By-Nze a annoncé, hier, au cours de sa conférence de presse, que la machine a été mise en branle pour que les décisions du chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, soient effectives dans les plus brefs délais. Il a donc coupé court aux critiques sur le caractère électoraliste de celles-ci, en mettant en exergue les valeurs de partage et de solidarité défendues par le numéro un gabonais. M. Bilie-By-Nze a présenté, au nom de l'institution dont il porte la parole, les condoléances suite au décès, avant-hier, de notre consœur, Sylvaine Eyang Ella.**

ALAIN-CLAUDE Bilie-By-Nze est abondamment revenu sur les festivités du 55e anniversaire de l'accession du Gabon à la souveraineté internationale. Le porte-parole de la présidence de la République, au cours de son traditionnel rendez-vous avec la presse, a annoncé la mise en place des mécanismes d'exécution des décisions du chef de l'Etat de céder sa part d'héritage à la jeunesse gabonaise et trois des propriétés du défunt Omar Bongo Ondimba à l'Etat. Pour lui, «la procédure de cession est déjà engagée». Loin d'être une chimère ou une action électoraliste, le conseiller politique du président de la République a considéré que ces mesures correspondent aux valeurs de partage, de solidarité et de fraternité défendues par Ali Bongo Ondimba, à



Alain-Claude Bilie-By-Nze face à la presse.

Photo : Gildas Roméo MOUNIEMOU

la suite de ses prédécesseurs, Léon Mba et Omar Bongo Ondimba. Avant d'insister sur les termes: «il s'agit d'une cession, et non d'une restitution comme les mauvaises langues veulent le laisser entendre.» C'est dans la même optique qu'Ali Bongo Ondimba a instruit l'équipe gouverne-

mentale de tout mettre en œuvre pour «abolir toutes les discriminations, favoriser la prise en charge du handicap, mieux protéger la femme, l'enfant et les personnes âgées, afin d'offrir à chacun l'opportunité de participer pleinement à la construction de la nation» (dixit Ali Bongo Ondimba).

Au titre des célébrations elles-mêmes, le porte-voix de la présidence de la République a indiqué que le patron de l'Exécutif gabonais a salué la forte mobilisation des populations. Ce qui, selon lui, manifeste «leur esprit patriotique et leur intérêt pour les valeurs républicaines». Par ailleurs, il a abordé la tenue de l'African growth and opportunities act (AGO), du 24 au 27 août, qui sera suivie de la 4e édition du New-York Forum Africa (NYFA), du 28 au 30 du même mois, à Libreville. A en croire Bilie-By-Nze, ce sont des opportunités d'affaires et de rencontres qui s'offrent aux entrepreneurs, petits et grands. «Ainsi qu'aux populations, car c'est un moyen de côtoyer les sommités du monde des affaires et de la finance», a-t-il

poursuivi. D'où l'appel lancé aux Gabonais à prendre une part active à ces assises. En outre, suite au décès de notre consœur Sylvaine Eyang Ella, M. Bilie-By-Nze a présenté les condoléances de l'institution présidentielle à toute la corporation et à la famille. «Ayant appris avec consternation la disparition de Madame Sylvaine Eyang, journaliste et rédacteur en chef du journal en ligne GabonEco, la présidence de la République adresse à la famille et à l'ensemble de la profession, ses vives condoléances», a-t-il déclaré. Rappelons que la journaliste, connue pour avoir lu le discours des vœux des médias au chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, cette année, nous a quittés sans crier gare, mardi, d'une courte maladie.

## Petit angle

## « Myboto a raté une occasion de devenir grand »

J. O.

Libreville/Gabon

**C'est Alain-Claude Bilie-By-Nze qui l'a déclaré, hier, pour répondre à l'opposant qui avait considéré que la décision du chef de l'Etat de céder sa part d'héritage d'Omar Bongo Ondimba rentrait dans le cadre d'une restitution des biens aux populations gabonaises. Non sans considérer que l'opposant radical n'est pas crédible pour aborder cette question. Ce d'autant**

**plus qu'il est parmi les nombreux collaborateurs du défunt président qui ont "fait" fortune à ses côtés.**

«MYBOTO a raté une occasion de devenir grand, donc de se taire». Ainsi a réagi, hier, Alain-Claude Bilie-By-Nze aux déclarations de certains leaders de l'opposition, notamment le président de l'Union nationale (UN), Zacharie Myboto sur les ondes d'une radio internationale. Lequel a considéré que les décisions du président Ali Bongo Ondimba rentraient dans l'or-

dre de la restitution des biens détournés, par le défunt Omar Bongo Ondimba, aux populations gabonaises.

A en croire le conseiller politique du chef de l'Etat, «il n'est pas crédible. Avant de parler qu'il rende ce que lui et les autres ont obtenu quand ils étaient aux affaires». Et d'affirmer que la crédibilité d'une déclaration tient sur deux éléments. «Qui parle ? De quoi parle-t-il ?». Pour lui, Ali Bongo Ondimba parle de l'héritage de son père. Le leader de l'opposition radi-

cale ne serait pas, selon ses dires, bien placé pour aborder cette question. Ce d'autant plus qu'il n'est pas concerné par le partage dudit héritage. «Ailleurs, des gens auraient été grands de saluer l'initiative du président de la République, Ali Bongo Ondimba», a-t-il poursuivi. Au lieu de faire dans une critique infondée.

Dans la même foulée, il a réfuté les critiques de l'avocat William Bourdon de Transparency international et du président du Front de l'opposition pour

l'alternance (FOPA). Par rapport au président d'une aile de l'Union du peuple gabonais (UPG), il a estimé qu'il ne répondait pas à la politique fiction. Alors que concernant l'homme de droit français, il a soutenu que ses déclarations n'étaient pas nouvelles, et que pour avoir été le défenseur de certains dossiers ténébreux, il n'était pas la personne qualifiée pour émettre certains avis. Ce qui prouve que «la question des biens mal acquis est politique», a-t-il soutenu. Alain-Claude Bilie-By-Nze

n'aura donc pas manqué de renvoyer à leurs chères études ces pourfendeurs dont l'objectif ne consiste qu'à vouloir émettre des opinions sans fondements. Il en a profité pour confirmer l'engagement du président de la République à répondre, à titre personnel, aux préoccupations des Gabonais. Il a insisté pour que les nantis aident l'Etat à lutter contre la pauvreté qui sévit chez certains compatriotes, et surtout à accompagner par leurs efforts personnels le développement du pays.

## Majorité/UDIS

## Les femmes appellent à la candidature d'Ali Bongo Ondimba

LLIM/LNM

Libreville/Gabon

**Au cours d'une manifestation qui a eu lieu samedi dernier au Jardin botanique, les militantes de l'Union pour la démocratie et l'intégration sociale (UDIS), ont réaffirmé leur soutien au chef de la majorité républicaine et sociale pour l'émergence. Tout comme il l'ont sollicité à se porter candidat à sa propre succession à la tête du pays. Pour matérialiser le tout, elles ont même déposé la somme de 5 millions de F CFA auprès de la Caisse de dépôts et de consignation (CDC) en guise de caution pour l'élection de 2016. Les références de ce dépôt bancaire ont été confiées à Michel Essonghe, un des conseillers politiques du chef de l'Etat.**

LES femmes de l'Union



Le président de l'UDIS, Hervé Patrick Opiangah et le Conseiller politique du président de la République, Michel Essonghé, lors de la sortie des femmes de son parti.

pour la démocratie et l'intégration sociale (UDIS) ont, au cours de leur sortie le week-end écoulé au Jardin botanique, remis au conseiller politique du président de la République, Michel Essonghe, les références d'un versement bancaire à la Caisse de dépôts et de consignation. A hauteur de 5 millions de F CFA, cette somme devrait servir de caution au chef de la majorité, Ali Bongo On-

dimba, dont elles ont sollicité la candidature à l'élection présidentielle de 2016.

En présence du président de l'UDIS, Hervé Patrick Opiangah, des militants et autres sympathisants, la chargée des affaires sociales du parti, Rachel Mindilou Paillat a donné les raisons qui les ont conduites à solliciter cette candidature : «Lors du lancement du projet graine,



Une vue des militantes de l'Udis au Jardin botanique.

dans la province de l'Ogooué-Ivindo, précisément à Makokou, le président avait annoncé que la période allant de 2015 à 2025 allait être déclarée "décennie des femmes", a-t-elle dit. Aussi, s'est-elle réjouie de ce que durant ses six ans de mandature, une place importante ait été accordée aux femmes : «Dès 2009 vous avez nommé une femme ministre de la Dé-

fense ! (...) C'est encore vous qui avez permis à une femme, Mme Ossouka Raponda, d'être maire de Libreville (...). Aujourd'hui, les femmes sont présentes à tous les échelons de notre société et occupent des postes de responsabilité...», a-t-elle poursuivi. En sus des actes énumérés, Rachel Mindilou Paillat a rappelé que c'est toujours au cours de ce magistère que des politiques "à

hautes valeurs sociales" ont vu le jour : «Avec la CNAMGS, les populations économiquement faibles peuvent soigner et scolariser leurs enfants grâce aux allocations de rentrée scolaire et au ticket modérateur qui facilite l'accès aux soins de santé, par la prise en charge par l'Etat d'une partie importante partie des frais de santé». Puis, s'est-elle tournée vers «les forces d'inertie» qui, selon ses mots, sont «réfractaires au changement et utilisent la médisance, la vilénie, la calomnie, la félonie et bien d'autres subterfuges pour empêcher le Gabon de s'inscrire dans la modernité». Se joignant à elle, le président de cette formation politique, Hervé Patrick Opiangah a réaffirmé son soutien à l'endroit de l'action politique et sociale du chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba. Qui, selon lui, se met au «service du bien-être des gabonais», a-t-il conclu.